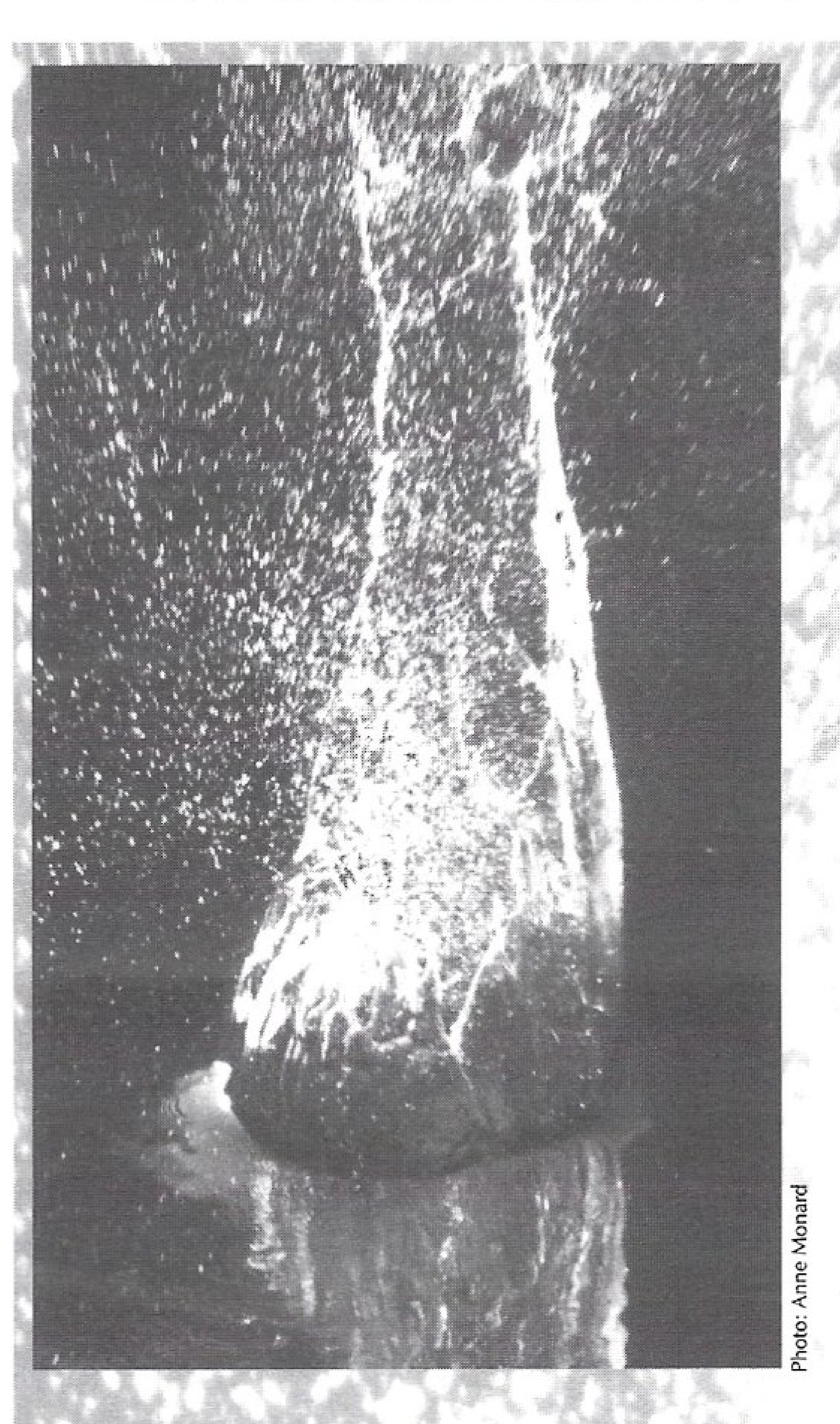
Point d'?

Juin 2000 N° 6

EIRENE
Service chrétien international pour la Paix


Groupe Volontaires Outre-Mer

Editorial


Photo: Anne Monard

Sommaire

Bien commun ou produit marchand

L'eau c'est la vie. Et la nature, bien faite, nous en a généreusement pourvus. Certes il est des régions qui en sont cruellement privées comme il en est qui en disposent en grande quantité mais ne peuvent la consommer car polluée, naturellement ou alors par la main et «le savoir faire!» de l'homme.

L'eau, polluée ou pas, demeure indispensable à la vie car elle est au coeur du cycle garantissant l'équilibre biophysique de la terre. Sa rareté est fruit d'une mauvaise gestion et parce qu'il existe aujourd'hui des courants tendant à nous faire oublier que cela risque de poser problème. Ces courants, fortement inspirés par la pensée néo-libérale, s'appuient sur l'argument suivant: puisque l'eau (potable) est rare et qu'elle va l'être de plus en plus, il serait judicieux d'en confier le gestion et le traitement aux personnes disposant du meilleur potentiel technique et financier, pour le «grand intérêt!» de tous.

Sur 6 milliards d'habitants que compte la terre, 1,2 milliards n'ont pas accès à l'eau potable. Ce chiffre doublera d'ici 25 ans si l'on ne change rien à l'ensemble du système. Il explosera certainement si, comme le préconisent les adeptes de la privatisation, l'eau devenait un produit marchand ordinaire. Car quel paysan indien, burkinabé ou bolivien pourra-t-il se payer, au prix du marché, à la boutique du coin, son litre quotidien d'eau potable au label Nestlé? La menace pèse plus lourdement encore sur le citadin des villes en explosion du tiers monde. Des villes où l'Etat, soumis aux programmes d'ajustement structurel et à l'accroissement rapide de la population a cessé de développer toute politique d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable de nouveaux quartiers, en fait souvent des bidonvilles. Voilà pourquoi de plus en plus de voix s'élèvent pour tenter de parer à cette dangereuse option dont les conséquenses sont prévisibles. Parmi ces voix, signalons «le manifeste de l'eau» un texte signé par diverses personalités du monde entier et qui marque le premier pas vers l'élaboration d'un contrat mondial de l'eau (1). Ce contrat est construit autour de deux objectifs: accès de base à l'eau pour tous et sa gestion solidaire et durable. Initié par le groupe de Lisbonne que dirige Mr Riccardo Petrella, ce contrat est conçu comme un projet devant être porté par tous les citoyens du monde. Son succès et sa mise en oeuvre dépendront donc de l'engagement de nous tous.

Justin M. Kahamaile

(1) Pour plus d'information:
The Global water contract. A citizen initiative,
30, rue Montrose, 1030 Bruxelles, Belgique

Du rêve à la réalité

En novembre 1999, Frédy Geiser, volontaire GVOM au Costa Rica, et Francis Mora son collaborateur costaricien de plusieurs années, se sont rendus au Honduras, pays ravagé par le cyclone Mitch un an auparavant.

Frédy est scieur de formation. Depuis 1996, il travaille comme volontaire au Sud du Costa Rica dans des projets de reforestation: Encourager les petits paysans à replanter des arbres, les accompagner dans la gestion de ces plantations et détecter des utilisations potentielles pour les bois de petit diamètre de reforestation: Meubles, cabanes, charpentes... Mais Frédy avait une sorte de rêve dans la tête: Pourquoi ne pourrait-on pas construire une maison, une vraie?... Il a travaillé sur cette idée durant des mois, affinant et simplifiant toujours plus le concept: Une maison préfabriquée, constituée de deux éléments de base – un rectangle pour le mur et un triangle pour le toit -, de taille modulable avec un design simplissime...
Une maison adaptable à n'importe quelle communauté rurale de la région dont le coût total de construction par mètre carré est de $30 (SFr 50.- environ): La Cicafoceña

C'est dans le cadre d'activités solidaires de reconstruction de maisons au Honduras que le rêve est devenu réalité: Envoyés par la CICAFOC - (Coordinadora Indigena Campesina Comunitaria de America Central) à laquelle appartient l'organisation pour laquelle ils travaillent au Costa Rica - Frédy et Francis, le plan de la maison préfabriquée modulable en poche, ont débarqué à la coopérative agroforestière de la Guadalupe, à l'Est du Honduras. Cette coopérative qui est également membre de CICAFOC, bénéficie de l'appui de la coopération allemande (GTZ) pour un projet forestier communal.


La Cicafoceña Photo: F. Geiser

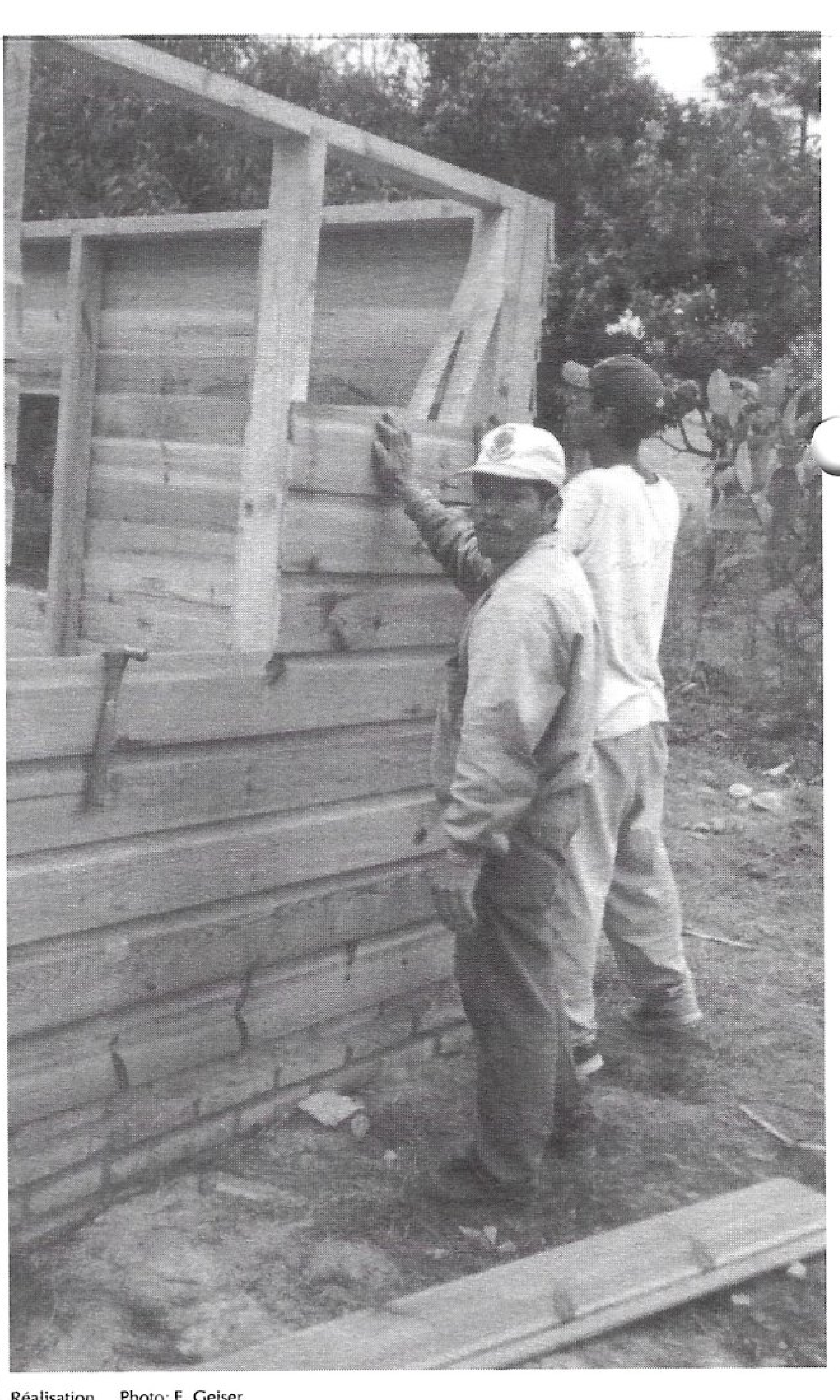
Le but de l'engagement de Francis et Fredy à la Guadalupe? Former 4 hommes de la coopérative afin que ces derniers comprennent le concept de la maison modulable, qu'ils soient à même d'en dessiner les plans selon la superficie nécessaire, d'effectuer les travaux de fondation, de menuiserie, de charpente. En outre ils devraient être capables de former eux-mêmes d'autres personnes à la construction de ce type de bâtiment. Durant 4 mois, Francis et Frédy ont encadré cette équipe, effectuant avec elle le processus complet de la construction; et ce n'est pas une maison, mais trois qui ont vu le jour durant leur séjour, inaugurées en grande pompe le 12 février dernier. Frédy a également conçu un outil basé sur un système de fiches qui permet en une journée d'établir pour un client donné le budget total de la construction depuis la coupe du bois jusqu'au coût de la main-d'œuvre.

Frédy et son compagnon ont été accueillis à bras ouverts par cette communauté montagnarde dont ils ont partagé la vie quotidienne durant leur séjour. Des liens d'amitié très forts se sont créés en ces quatre mois: "Ça a vraiment été dur de les quitter", confie Fredy, "je ne pourrais jamais oublier ces gens, leur humilité, leur disponibilité... leur sincérité...".


F. Geiser Photo: B. Faidutti Lueber

Ce projet a été conçu dans une optique de développement durable: Il contribue d'abord à l'effort à l'effort de reconstruction en fournissant des personnes compétentes capables de construire logements et autres bâtiments pour les communautés affectées par l'ouragan. Ce projet promeut une utilisation rationnelle et respectueuse de la forêt basée sur l'existence d'un plan de gestion de la forêt adapté et respecté par les communautés locales. L'équipe formée pourra à l'avenir travailler dans le domaine de la construction et non seulement reconstruction. Au moment du départ, un premier contrat pour la construction d'un centre éducatif pour enfants était déjà signé.

B. Faidutti Lueber


Réalisation Photo: F. Geiser

Echange de personnes et/ou formation des partenaires locaux? Les contradictions et les conséquenses pour les organisations d'envoi

Voici le compte rendu d'une conférence donnée par Justin Kahamaile, président d'Eirene-CH, à l'occasion du Forum Cinfo de 1998.

Berne, février 1991, UNITE organise une rencontre à laquelle participent les représentants des organisations membres. J'y représente Eirene. A l'ordre du jour: restitution de premiers résultats de la co-évaluation effectuée pour le compte de la DDC et d'UNITE en Afrique auprès des projets et des volontaires travaillant avec ces deux institutions. Cette évaluation doit conduire à la définition d'un nouveau cadre de travail solidaire dans ce continent. Cette redéfinition du travail des volontaires est une nécessité compte tenu de l'évolution et des changements intervenus dans l'engagement solidaire ces 15 dernières années. L'engagement des partenaires du sud et l'échange Sud-Nord sont deux des thèmes centraux. Personne ne s'oppose au principe, mais les points de vue divergent quant à la mise en pratique de ces deux nouvelles donnes. A la pause de midi, un des participants m'interpelle: "croyez-vous honnêtement à la faisabilité de ce projet? Qu'on veuille soutenir et promouvoir les potentialités du sud pour développer le sud, soit, mais franchement qu'est-ce que les volontaires du sud viendraient faire ici "?

Les clichés sont tenaces

La remarque a le mérite d'être honnête, se justifie-t-elle pour autant? Elle sous-entend qu'un volontaire ressortissant du Sud ne peut ou ne doit pas travailler au nord. Serait-ce parce que le nord n'a point besoin d'engagement solidaire? La réalité tend à prouver plutôt le contraire. Serait-ce alors une question de compétence? Si tel est le cas, quels sont les critères d'évaluation utilisés pour juger de la compétence ou de l'incompétence de ces individus, en relation avec le travail exigé? Par ailleurs, quel crédit doit-on dès lors accorder aux conclusions de récentes évaluations qui toutes soulignent les compétences et les bonnes performances des partenaires locaux? Celles-ci seraient-elles bonnes et valables uniquement pour le Sud? Serait-ce alors une simple question des ressources financières? Si tel est le cas et sachant qu'il est admis que le nord doit aider le Sud, pourquoi le nord n'aiderait-il pas le Sud à aider le nord? Serait-ce une question de barrière culturelle? Les cultures du Sud seraient facilement assimilables pour le volontaire du nord et l'inverse, impossible?

On peut reprocher à cette remarque la reproduction d'un certain discours exclusif, représentant le monde en blocs (Nord-Sud, Est-Ouest, développés-sous-développés, etc.) communicant entre eux presque uniquement par flux (flux migratoires, flux financiers) ou par transfert (transfert des capitaux, transfert de technologie) et guère ou peu par le contact, l'échange. Or s'il est une leçon que les dix dernières années nous ont apprise, c'est bien celle de la remise en question des blocs et des modèles de développement y relatifs.

Il n'existe pas un modèle de pays développé parfait de même qu'il n'existe pas de pays sous-développé absolu. Conclusion de quelques analystes: "il n'y a pas d'un côté des pays développés et de l'autre des pays sous-développés, nous vivons tous un seul et même monde... mal développé". Je reproche à la remarque cette tendance à figer les individus dans des rôles fixes et prédéterminés.

L'échec du développement impose une modestie dans les propos: "On ne développe pas un individu, un pays ou un peuple, on l'aide à se développer" de quel droit dès lors puis-je juger de ce qui est bon ou mauvais pour un individu? Cette modestie s'accompagne d'un regard renouvelé vis à vis des potentialités réelles des pays dits pauvres et met en exergue l'élément moteur du développement: l'échange.

Echange, vous avez dit échange?

Je fais partie d'un organisme d'envoi des volontaires, Eirene, qui a une spécificité que n'ont souvent pas les autres organismes à savoir le programme nord. Ce programme emploie des volontaires dans des projets situés au nord. Ce programme reparti entre 5 pays compte actuellement 48 volontaires dont un seul est ressortissant du Sud.

Notre programme Sud (Afrique, Amérique latine et centrale) le plus important en terme de projets et d'enveloppe financière, ne fait pas mieux. Sur un total de 22 volontaires nous comptons seulement 4 ressortissants du Sud. L'engagement des partenaires du Sud est donc insignifiant.

Dans une évaluation sur le partenariat que nous avons effectuée en 1993, il est apparu clairement que les partenaires ne souhaitaient plus que le financement des projets soit lié à la présence d'un ou des volontaires au sein du projet. Autrement dit, c'est moins la contribution du volontaire que le financement du projet dont il est le garant qui les intéresse. Ils regrettaient que leurs remarques et observations ne soient souvent pas prises en considération dans l'élaboration des décisions concernant les projets. Ils estimaient qu'une partie importante du financement était allouée à des activités peu productives et trouvaient préjudiciable pour le projet qu'ils ne soient pas eux-mêmes les maîtres de l'agenda opérationnel du projet.

Les résultats de cette évaluation n'ont que peu modifié, l'orientation du travail d'Eirene.

Ma prise de contact avec Eirene, est elle aussi révélatrice du mode de fonctionnement de nombres des mouvements. Au sortir de ma formation de deux ans à l'Institut universitaire d'études du développement, je soumis ma candidature pour un poste de volontaire au Tchad, poste qui était mis au concours par Eirene international. Après un premier entretien avec le président d'Eirene suisse de l'époque, ma candidature fut transmise au secrétariat général en Allemagne avec une recommandation de la branche suisse. Le secrétariat général ne m'a jamais répondu. Mais cela ne m'a pas empêché de cheminer avec ce mouvement dont je suis actuellement le président pour la branche suisse.

"croyez-vous honnêtement à la faisabilité de ce projet? Qu'on veuille soutenir et promouvoir les potentialités du sud pour développer le sud, soit, mais franchement qu'est-ce que les volontaires du sud viendraient faire ici"?

Du bon usage du pouvoir
Le concept du développement et sa mise en application à travers ce qu'on appelle aide au développement est fruit de la croyance occidentale. (Voir livre de G. Rist; Le développement, histoire d'une croyance occidentale). Confronté à d'autres aires culturelles, ce concept a révélé ses limites. Faut-il en conclure que ces cultures sont de par leur nature opposées ou fermées au développement, comme ont tenté de le démontrer certains critiques? Je pense quant à moi qu'une confusion s'installe bien souvent entre le développement, qui est une aspiration naturelle vers un épanouissement et une amélioration des conditions de vie, aspiration inhérente à chaque société, et une performance sur le plan économique et ou scientifique. Cette performance, j'en conviens, peut favoriser cet épanouissement mais elle peut également générer, comme c'est le cas bien souvent et de plus en plus hélas, injustice, pauvreté, exclusion, violence. Quand c'est le cas, ce n'est plus du développement c'est de l'anti-développement. Comment concilier performance économique, progrès technologique et épanouissement, bien être d'un nombre plus grand d'individus sur l'ensemble de la planète? N'est-il pas le défi du développement? Nous en sommes loin.
Wolfgang Sachs dans son livre écrit avec Gustavo Esteva et portant le titre "Des ruines du développement" estime qu'avec le temps, le concept du développement s'est vidé de tout son sens. Il invite le génie humain à réfléchir à un nouveau paradigme.
Le travail de nos organisations ne serait plus rien d'autre qu'une fuite en avant? Ici comme ailleurs une remise en question s'impose. Il ne s'agit pas de faire passer par pertes et profit les acquis, quelques modestes soient-ils, du travail de développement, il s'agit d'imaginer une nouvelle utopie, qui puisse corriger les erreurs des politiques actuelles du développement. Un développement qui puisse garantir bien être et sécurité sans hypothéquer le futur. Cela implique une révolution des mentalités, un changement de perspectives. Nos organisations doivent déjà apprendre à tempérer leurs prétentions, à relativiser l'impact des projets sur la condition des communautés destinées à les recevoir. Cette démarche implique également une émancipation par rapport aux lieux de pouvoir qui étouffent les changements et empêchent de tenir compte des potentiels réels des partenaires.
Pouvoir du savoir qui nous conforte dans notre droit de proposer des concepts, concevoir des projets, d'effectuer des évaluations, de rédiger des rapports, de proposer de grilles de formation, de mettre en place des stratégies qui se révèlent parfois inefficaces et inadaptées par rapport aux besoins réels des populations.
Pouvoir de l'argent qui garantit le contrôle de l'exécution du projet et rend maître de l'agenda des opérations. Un travail de coopération ne peut réussir que dans un contexte ou un effort d'équilibre de pouvoir entre partenaires est observé.

Formation, quelle formation et pourquoi faire?
Il est un paradoxe qui me paraît utile à souligner. Alors que d'aucuns constatent l'échec du développement, les ONG exigent de plus en plus de qualifications, de plus en plus d'expérience aux candidats qui postulent pour ce travail. L'échec du développement est-il à imputer au manque de qualification des acteurs? ou alors, suffit-il de renforcer les compétences des acteurs pour sauver le développement?
L'exigence de formation se fait sentir jusque sur les lieux des projets. Il n'existe plus de projet qui ne comporte un volet formation. Celle-ci est destinée nous dit-on à améliorer la communication au sein du projet et en assurer le bon déroulement. Sauf qu'il existe peu de formation qui ont répondu réellement aux attentes de la population. Bernard Lecomte qui a étudié le phénomène au Sahel depuis les années 60 souligne dans son dernier livre (Sahel: les paysans dans les marigots de l'aide, écrit en collaboration avec Marie-Christine Gueneau) la lassitude des paysans qui reconnaissent suivre cette formation non par intérêt mais parce que celle-ci garantit par la suite le financement du projet. L'aide liée est une autre forme d'aliénation.
Quant à la formation exigée aux coopérants, aux volontaires et aux partenaires du Sud, elle est certes utile mais il faut savoir relativiser son importance. Sans compter qu'elle pénalise bien souvent des individus dont le savoir faire et la facilité d'adaptation compensent valablement le manque de formation. Je préconise quant à moi toujours une certaine souplesse dans les critères de choix des candidats. Les individus possèdent bien souvent un potentiel caché qui ne peut apparaître sur une feuille de candidature.

Pour revenir à mon interlocuteur de Berne, s'il lui paraît aberrant le projet d'emplois des volontaires du Sud dans les projets au nord, c'est parce que dans sa conception une telle initiative est un gaspillage des ressources. L'usage rationnel des ressources nous recommande d'employer le potentiel local dans les différents projets locaux, là où on a le plus besoin d'eux. En plus c'est moins cher et c'est plus efficace. Cela relève du bon sens, certes. Mais il manque à mes yeux l'essentiel, ce qui reste justement quand finit un projet de développement, à savoir, le gain sur le plan humain, la richesse du vécu partagé, le souvenir des luttes menées ensemble. Tout ce qui n'est pas économiquement quantifiable et cela s'acquiert par le contact, par l'échange.

Vous avez peut-être trouvé mes propos quelque peu pessimistes, j'aimerais vous rassurer en disant: l'aide au développement a encore de beaux jours devant elle. Entre les pays riches qui, par cette voie, ont trouvé un moyen de s'acheter la bonne conscience à peu de frais et les pays pauvres, contents de pouvoir confier la gestion d'un bon nombre de leurs problèmes à des ONG, il y a bien du travail pour plusieurs années encore. Il appartient dès lors aux acteurs du développement de rapprocher leur travail des besoins réels de la population et oeuvrer davantage pour une meilleure prise de conscience par l'opinion des problèmes cruciaux de l'humanité.

Justin Kahamaile, Genève

Réalités

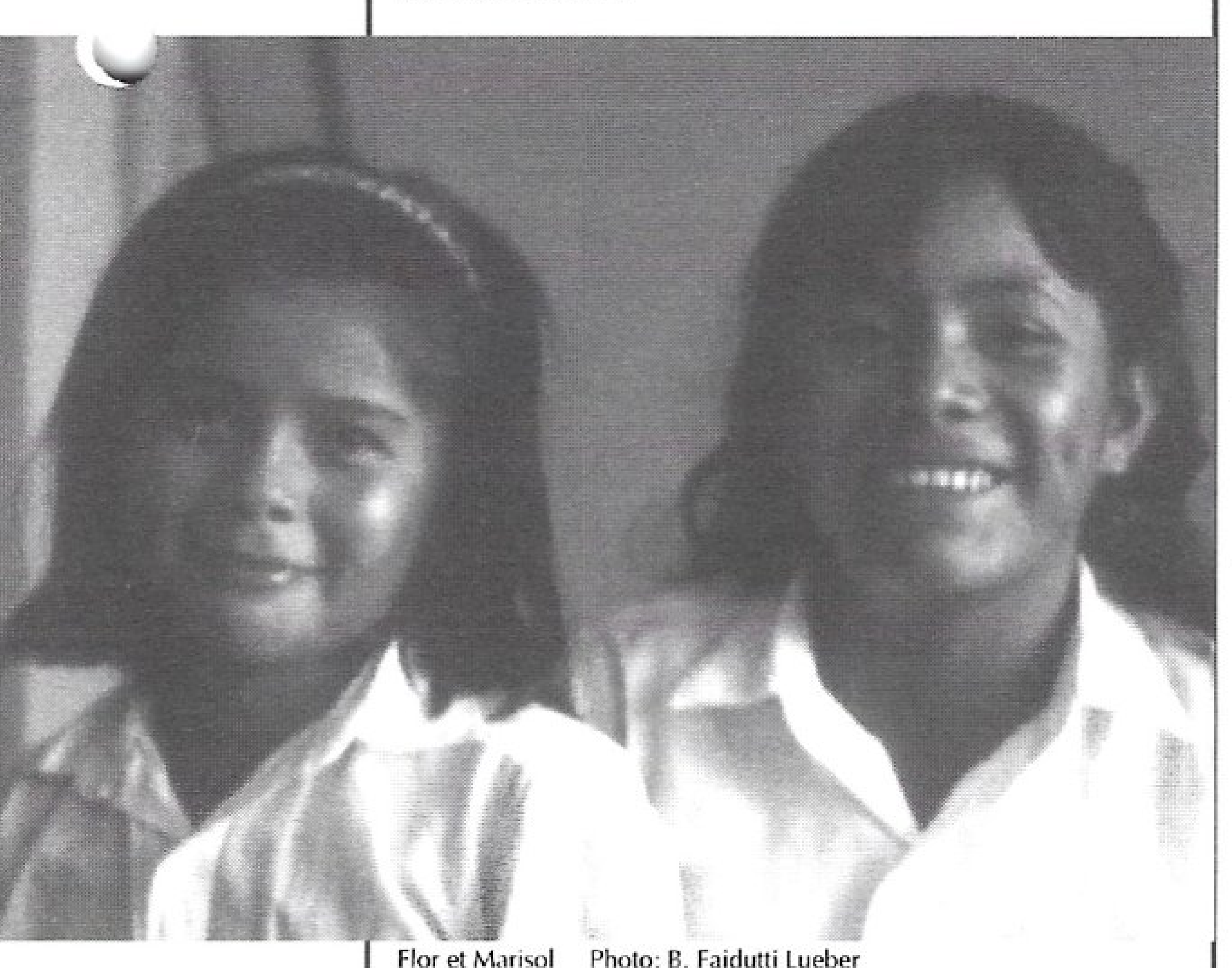
Las Hormiguitas: Un travail de fourmi pour la dignité des enfants

Il est bientôt midi; le brouhaha et les rires des enfants résonnent dans les couloirs, les escaliers et la salle à manger de Las Hormiguitas... Las Hormiguitas est un centre à Matagalpa, au Nicaragua, pour les enfants qui travaillent dans la rue. Il a été créé par le Movimiento Comunal de Matagalpa. En fait, Las Hormiguitas, c'est beaucoup plus qu'un simple centre. C'est un endroit où ces enfants sont accueillis avant ou après leur travail, un lieu où il recevront un repas équilibré par jour, un lieu où ils pourront se laver et apprendront quelques rudiments sur l'hygiène (comme se laver les mains avant de manger ou se brosser les dents), un lieu où ils recevront l'appui pédagogique et matériel pour effectuer leur devoir, un lieu où ils trouveront des personnes prêtes à les écouter, un lieu où ils pourront découvrir et pratiquer des activités sportives, récréatives et créatrices, qu'ils ne trouvent pas dans la rue...

Sans Las Hormiguitas, le monde de l'enfance n'existerait plus pour Marisol, Lester, Miguel et Maria Sandovar. Ces enfants sont parmi la septantaine d'enfants qui fréquentent ce centre. Tous les quatre ont été directement touchés par l'ouragan Mitch en novembre 1998.

Marisol, 12 ans, vit avec sa maman et 3 frères et sœurs à Waswali dans une maison reçue d'une organisation humanitaire.

Est-ce que tu travailles?
Oui, avec Maman, au marché, je l'aide à vendre des habits entre 6 et 10 heures du matin. Elle, elle travaille jusqu'à 19 heures. Mais quand il pleut elle est malade, et elle travaille moins. Elle est souvent malade... (et soudain le sourire de Marisol se fige pour disparaître) Quand il y a eu l'ouragan, Maman est tombée malade et j'ai dû beaucoup travailler...


Flor et Marisol Photo: B. Faidutti Lueber

Tu peux me raconter ce qui s'est passé pendant l'ouragan?
... (Marisol reste muette les yeux baissés).

Tu n'as pas envie d'en parler?
(Marisol fait non de la tête).

Et ton papa il aide aussi à vendre les habits?
Non, il est parti... C'est difficile sans lui.

Qu'est-ce que tu veux faire plus tard?
Je veux travailler. Je veux être avocate... Parce qu'il y a des avocates qui luttent pour faire baisser les prix. Et puis j'aimerais voyager pour aller en Norvège pour voir Albi (Albi est une brigadiste norvégienne qui vient de passer un mois auprès des enfants de Las Hormiguitas)

Penses-tu avoir une famille un jour?
Oui, j'aimerais me marier et avoir un enfant. Seulement un, car il y a des gens qui en ont beaucoup et qui ne peuvent plus travailler.

Flor de Maria Sandovar, 9ans

Tu as une grande famille?
J'ai un frère qui est cireur, un autre qui est vendeur dans la rue. Ma grande sœur, elle travaille à la boucherie du marché. C'est ma Maman qui garde son bébé de 2 mois, parce qu'elle ne peut pas le prendre au travail. Le copain de ma sœur il est d'accord de payer le lait pour le bébé.

Et toi tu travailles aussi?
Bien sûr. Je vends des colifichets et des accessoires pour les cheveux... Je travaille toute seule. Je me promène dans les rues depuis le marché Sud jusqu'à Ponte, de 6 heures du matin jusqu'à 9 heures et demie.

Tu gagnes beaucoup d'argent?
Je fais à peu près 50 pesos par jour.

Et qu'est-ce que tu fais avec ça?
J'achète à manger, les habits, les chaussures et je donne le reste à Maman. Et puis il faut aussi de l'argent pour acheter ma marchandise.

Tu trouves normal de devoir travailler?
Si on ne travaillait pas, on ne pourrait pas manger; on ne pourrait pas vivre !

Et quand tu seras grande, tu continueras à vendre?
Non, j'aimerais être employée de banque.

Employée de banque, pourquoi ça?
Parce qu'on les paie bien!

De quoi rêves-tu?
Moi...moi...d'une maison de deux étages avec plein de fleurs et d'arbres dans le jardin!


Miguel Photo: B. Faidutti Lueber

Miguel, 12 ans

Sa maison dans le quartier du 21 de Agosto a été détruite par Mitch. Il vit avec sa maman ses 2 sœurs et ses 5 frères. Son papa est mort quand il était petit.

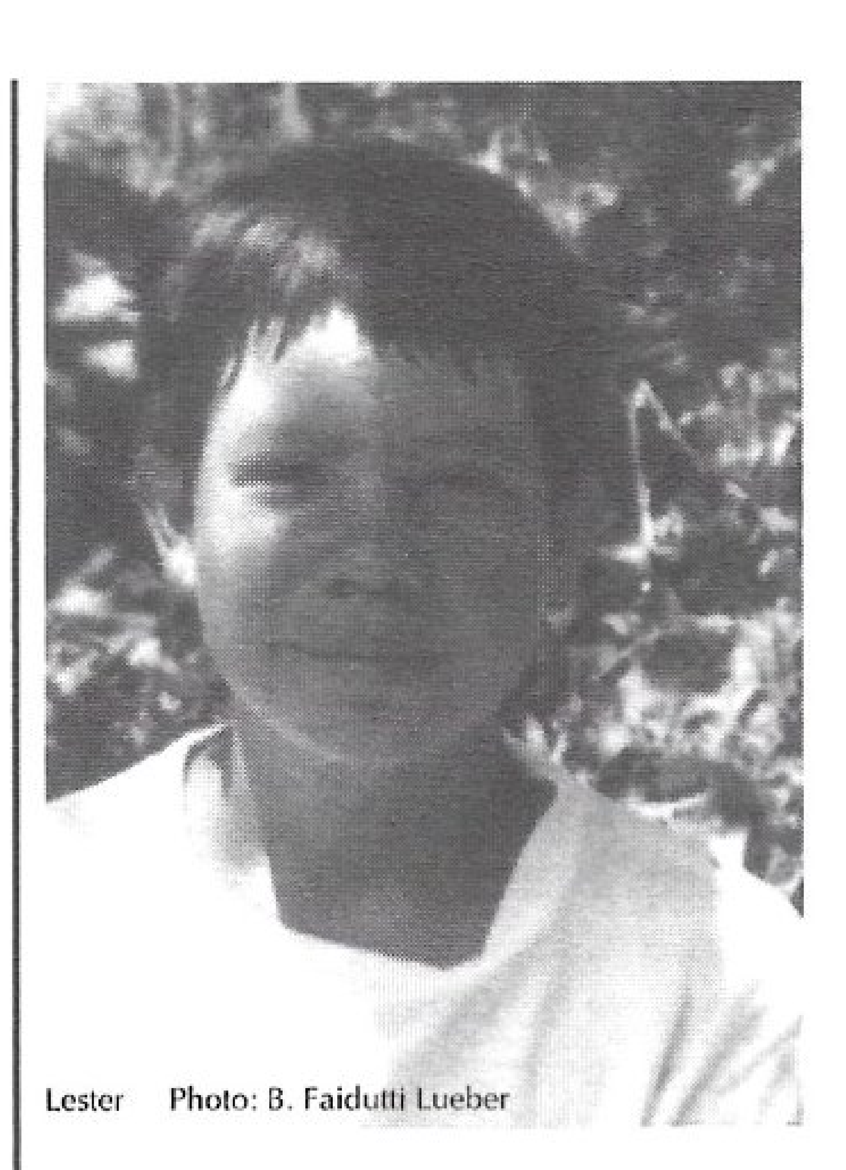
Comment se déroule une de tes journées?
Oui: de 5 heures du matin à 8 heures je vends des bonbons, c'est ma vente à moi.
Après, je vends des frescos (jus de fruits) dans la gare des bus de Matagalpa, jusqu'à 10 heures. Souvent les chefs des bus nous maltraitent, ils nous frappent ou nous bousculent. Ils ne veulent pas qu'on entrent dans les bus pour vendre.

Quand les affaires sont bonnes, je gagne 30 pesos, les mauvais jours seulement 15 pesos.
Ensuite, je vais à Las Hormiguitas pour faire mes devoirs (il y a quelqu'un pour m'aider si je veux) et puis pour manger. De 12.30 heures à 15 heures 30 je vais à l'école publique qui est à côté de Las Hormiguitas.

Tu te souviens de Mitch, qu'est-ce qui s'est passé?
C'était triste! Jamais je n'ai vu quelque chose comme cet ouragan. La pluie est venue, très fort, très fort, très fort... Une première partie de la maison a été emportée par le fleuve. Le fleuve emportait tout, toute la terre. Et puis à deux heures du matin le fleuve a emporté tout le reste. On n'avait plus rien; on avait tout perdu... Des gens ont donné $10 à Maman et comme ça on a pu acheter de quoi manger.
Maintenant on habite dans un autre quartier, anexo Juan Pablo.

Aujourd'hui comment tu vois la vie?
Aujourd'hui, on lutte. On lutte...

Qu'est-ce que tu voudrais faire comme métier quand tu seras plus grand?
Plus tard ......j'aimerais être PDG d'une grrrande entreprise de matériel de construction de maison.


Lester Photo: B. Faidutti Lueber

Lester, 13 ans, vit avec sa mère et 3 sœurs. Ses parents sont séparés depuis 6 ans. Sa mère vend des vêtements neufs au marché. Sa famille a tout perdu avec Mitch.

Où vis-tu à présent?
A Solingalpa; dans une nouvelle maison qu'on a reçu d'une organisation d'aide, dans la Colonia hermana frances. Cette maison est mieux que l'autre, mais c'est loin pour venir à Matagalpa... Il faut payer 4 pesos par jour pour venir en bus... Quand je n'ai pas d'argent, je dois marcher pendant une heure et demie.

Pourquoi viens-tu à Matagalpa?
D'abord pour travailler: Je suis cireur de chaussures. Je travaille de 7 heures à 10 heures du lundi au vendredi, et le samedi et le dimanche, je travaille toute la journée. Les jours de la semaine je gagne 15 pesos, et le weekend 45 pesos. Avec ça j'achète à manger, le matériel pour mon travail, et je donne le reste à maman. Après 10 heures je vais à Las Hormiguitas.

Vas-tu à l'école?
Oui, je vais à l'école l'après-midi. Je me change et je mets mon uniforme. C'est moi qui l'ai acheté avec l'argent de mon travail: 28 pesos la chemise, 30 pesos les pantalons et 130 pesos pour les chaussures. Il a fallu beaucoup économiser pour les chaussures...
Dans ma classe on est 38 élèves. On apprend à diviser, multiplier, les fractions... moi ce qui me plaît ce sont les sciences sociales, l'histoire et la géo.

Comment tu vois ton futur?
Je veux étudier jusqu'au bac, encore 7 ans. Comme ça j'aurai plus d'opportunités et je deviendrai peut-être comptable.

Propos recueillis par B. Faidutti Lueber

Reflexion

Le Service Ménage de BAT

Le service ménage de la Bourse A Travail (BAT) à Lausanne est destiné aux personnes qui ont suivi la formation "femmes de Ménage" de la Bourse A Travail. Il a pour objectif d'offrir des places de travail dans le secteur des nettoyage et plus spécifiquement dans celui des ménages privés. Une deuxième particularité du Service est celui de l'accompagnement, du soutien et de l'écoute des besoins des femmes de ménage et de leurs employeurs.

Le service Ménage est
- ✔ Un service qui offre des places de travail dans le secteur des ménages privés
- ✔ Un service qui accompagne, soutient avec des animatrices à l'écoute des besoins des femmes de ménage et de leurs employeurs.

Public Cible
Le service ménage est destiné aux personnes qui ont suivi la formation "femmes de ménage" de la Bourse A Travail et qui veulent travailler dans des ménages privés.

Ce que nous offrons aux femmes de ménage:
- ✔ Des conditions de travail satisfaisantes.
- ✔ Des places de travail selon les disponibilités et envies de chaque personne
- ✔ Un suivi individuel
- ✔ Un atelier 2 fois 3 heures pour agir, apprendre et affronter les situations difficiles rencontrées dans le milieu du travail

Ce que nous offrons aux employeurs:
- ✔ Un service de qualité
- ✔ Des personnes compétentes et dignes de confiance
- ✔ Un service à l'écoute pour mieux répondre aux besoins des employeurs
- ✔ L' envoi d' un questionnaire pour mesurer le niveau de satisfaction des prestations offertes

Et voici quelques chiffres:
73 places de travail pour l'année 1999

Sur 34 questionnaires envoyés aux employeurs entre octobre 1999 et mars 2000, pour prendre en compte le niveau de satisfaction du travail, 22 sont satisfaits, 4 ne sont pas satisfaits et 8 n'ont pas répondus.

Etant donné que ce métier est difficile et que des situations de racisme, de refus de payer, de matériel défectueux, d'âge avancé, de harcèlement divers, etc... sont choses courantes, nous avons aussi fait un sondage auprès des femmes de ménage: Sur 20 places de travail, 17 sont satisfaisantes et 3 ne le sont pas. C'est au moment de difficultés de ce type que BAT peut intervenir.

Pour plus d'information 021 323 77 15

Stage

Problématique du logement à Cuba



Ce texte nous est envoyé par Luisa Veronis, géographe, et stagiaire durant 6 mois auprès d'Habitat-Cuba. Luisa est passionnée par les aspect sociaux de l'urbanisme.

Ce ne sont pas les palmiers et la luminosité tropicale qui rendent La Havane exotique, mais bien son architecture éclectique. L'ingrédient de base de "la ville aux colonnes" résulte d'un mélange entre le style colonial, aux influences mauresques, et le néo-classicisme. Alors que ces deux périodes architecturales se marient harmonieusement, les lignes droites de tours fonctionnalistes - souvenir du passage Américain - et la masse imposante des édifices socialistes se détachent nettement du paysage urbain et contrastent de par leur anti-esthétisme. Le plus étonnant reste pourtant l'état de détérioration avancé des bâtiments qui laissent encore deviner leur beauté et opulence passées. D'ailleurs, c'est la mauvaise préservation de la capitale cubaine qui lui vaut d'être parfois décrite comme la seule ville au monde détruite en temps de paix...

Voici quarante ans, la Révolution mettait en place un processus de transformation économique et sociale. Les problèmes hérités des gouvernements précédents – principalement dans les domaines de l'éducation, la santé, l'emploi et la sécurité sociale – furent surmontés petit à petit. Néanmoins, la question du logement reste pendante aujourd'hui encore. La noble aspiration de subvenir entièrement et rapidement à ce besoin élémentaire s'est révélée au-dessus des moyens de l'Etat qui dès le début s'est trouvé face à une situation difficile due à de grandes inégalités ville-campagne, la spéculation immobilière, des loyers excessifs, des quartiers insalubres ...
En 2000, on constate que la moitié ou presque des logements existants a été construite durant la période révolutionnaire: On comptait un million et demi de logements en 1959; il y en a près de deux millions de plus aujourd'hui – un total de 3,5 millions pour une population de 11 millions. Toutefois, l'Etat n'a participé qu'au tiers de cet effort de construction, la population ayant assumé elle-même le gros du travail en recourant à l'auto-construction. L'Etat opta pour une politique de construction en masse avec des matériaux préfabriqués. Il négligea l'entretien et la réhabilitation des bâtiments existants. De plus, la planification urbaine officielle destinait les meilleures zones aux nouveaux complexes de l'Etat, ignorant le phénomène de l'auto-construction. Le résultat se révèle désatreux. D'une part, la politique de l'Etat a produit d'importantes zones résidentielles en périphérie urbaine dont l'urbanisation est inadéquate. Par ailleurs, l'effort populaire a pour résultat de multiples divisions, subdivisions, ajouts et réparations qui ont grandement modifié le patrimoine bâti.

Aujourd'hui, l'habitat cubain se divise en trois catégories distinctes. La première est le patrimoine bâti modifié, c'est-à-dire des édifices de valeur historique qui n'ont pas été entretenus et que la population a adaptés à ses besoins de sa propre initiative. Puis, les complexes de l'Etat forment des cités HLM qui ressemblent architecturalement et urbanistiquement à celles du reste du monde, les problèmes socio-économiques en moins. Enfin, les quartiers d'auto-constructions qui sont pour la plupart des logements précaires, construits sans assistance architecturale ni technique, et qui offrent des conditions de vie insalubres.
La crise des années 90 a causé la baisse des constructions d'Etat pour des raisons économiques et technologiques. Néanmoins, cette même crise représente une opportunité pour l'introduction de changements. La nouvelle politique d'Etat s'inspire d'un modèle de réhabilitation et d'entretien du patrimoine bâti en parallèle à une politique de construction modifiée. Elle recherche un équilibre technologique durable, ce que l'utilisation de matériaux préfabriqués remettait en question. Elle désire adapter l'habitat aux familles et aux lieux auxquels il est destiné, ce qui évite des bâtiments anonymes et monotones, sans valeur locale ni urbaine. Finalement, elle reconnaît le besoin de coopérer avec la population et de prendre en considération le phénomène de l'auto-construction.

Luisa Veronis

Départs

Hervé

Au cours de l'été Hervé Pidoux partira pour le Costa Rica effectuer 6 mois de stage auprès de la direction des travaux fluviaux. Hervé est ingénieur en hydraulique appliquée. Le projet dans lequel il sera intégré est basé à Carillo, sur le fleuve Tempisque, dans la région de Filadelfia, une région régulièrement inondée. Il participera à une étude sur cette problématique.

Julia

Depuis le mois de mai, Julia Tietz effectue un stage au sein de l'unité technologique en agriculture biologique de l'Institut National d'Apprentissage du Costa Rica. Julia, qui est biologiste, participe à une recherche sur la Phyto-protection par l'usage de produits naturels. Dans le cadre de ce travail, Julia collabore étroitement avec l'Association Montaña Verde.

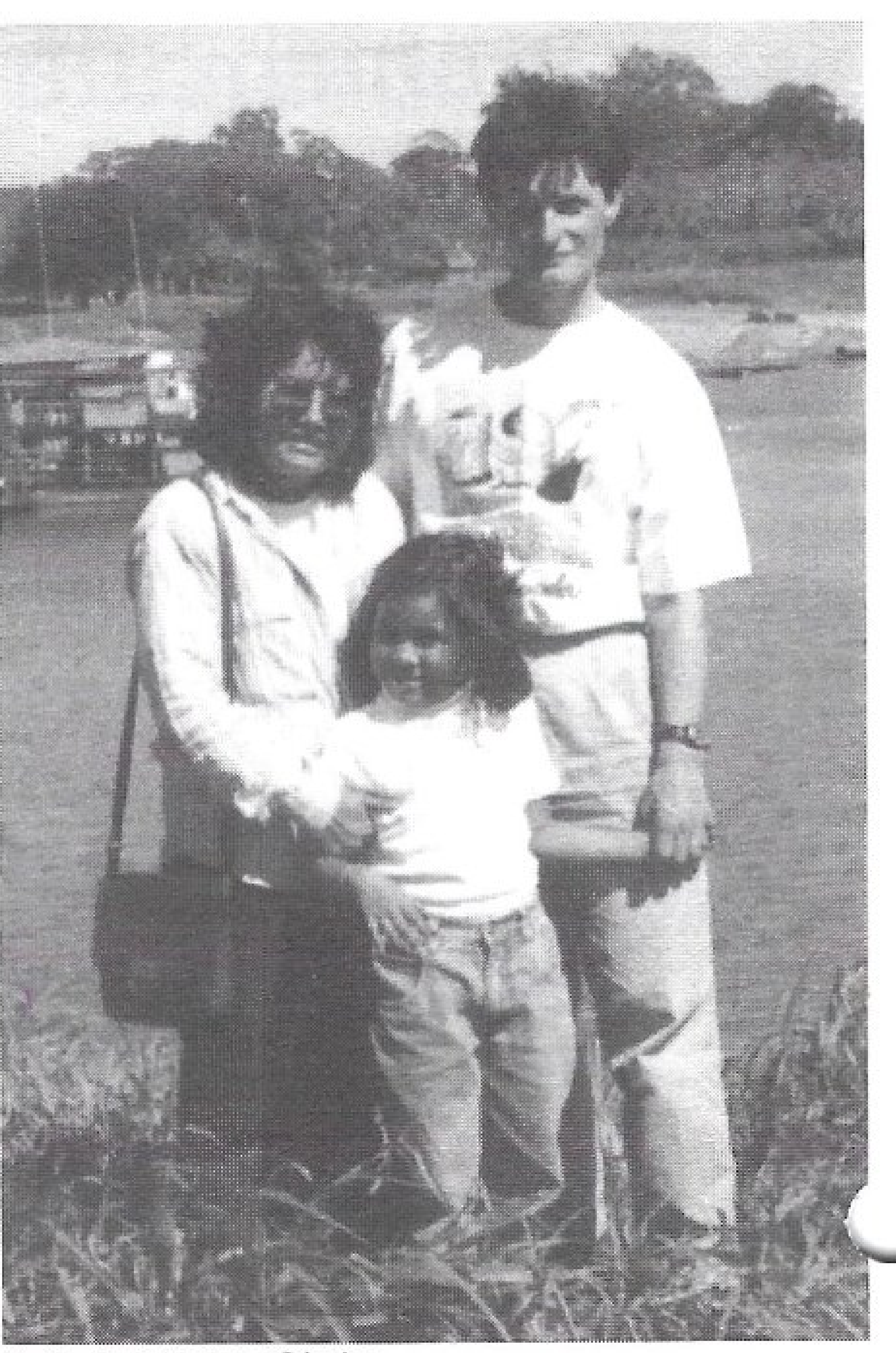
Accueil

Mila

GVOM accueille depuis le mois d'avril Milagro Umaña, plus connue sous le nom de Mila. Mila est l'une des collaboratrices de l'Association Montaña Verde, organisation au Costa Rica qui a reçu des stagiaires de Suisse à plusieurs reprises. Nous avons voulu que le mot réciprocité devienne réalité en donnant la possibilité à un jeune du Sud de venir en Suisse à son tour. Mila est accueillie dans la ferme écologique d'une ancienne stagiaire au Salvador, Danielle Rouiller. Durant ses 6 mois de séjour elle suivra une formation en agriculture bio et en entretien de forêt. Elle participera également aux activités de GVOM

Martin

Le groupe de coordination accueille Martin Schreiber. En fait il s'agit plutôt de retrouvailles: Martin a fait une partie de sa préparation au départ avec GVOM avant de s'engager comme "volontaire E-Changer" avec Berta Marina, sa femme et Béatrice, sa fille. Destination? La Bolivie. Martin a participé durant 4 ans au renforcement institutionnel de Acción internacional para la Salud (AIS) en coordonnant les activités de AIS dans le département de Béni, dans l'Oriente, puis à Sucre.
Martin qui travaillera à 50% jusqu'à fin 2000 verra son temps de travail augmenter dès l'année prochaine. Il reprendra petit à petit une partie des tâches de Francis et de Béatrice: Administration, relations avec les volontaires, liens avec Unité et la co-animation de l'association. Bienvenue!



Martin, Berta Marina et Béatrice

Venez rejoindre
GVOM et EIRENE
au Forum CINFO
le 9 septembre 2000
à Bienne

La rencontre francophone du réseau européen
"Eglise et Paix" aura lieu du 27 au 29 octobre 2000
à Grandchamp, CH-2015 Areuse,
sur le thème **"relations entre pouvoir, nation et église"**
avec Christian Renoux (réflexion historique),
Antoine Nouis (réflexion biblique)
et François Gaudwell (prédication).
Inscriptions jusqu'au 30 septembre
à Eglise et Paix;
8 rue du Fossé des Treize, F-67000 Strasbourg.
Prix: CHF 120.--

Changement d'adresse
Cécile Hétault
Ch. de la Prairie 9
1720 Corminbœuf

JAB 2400 Le Locle

Martin SCHREIBER
et Berta-Marina
Tödistrasse 4
8400 Winterthur

Un échange de vie et d'informations

Point d'? pour vous!

Adresses

GVOM: B. Faidutti Lueber, Thunstrasse 103, 3006 Berne
EIRENE: N. et F. Godi-Glatz Consulting, Ch. du Franoz 11, 1038 Bercher
Web: www.home.worldcom.ch/gvom
Abonnements: 4 parutions par an: Frs 12.--
Abonnement de soutien Frs 20.--
Rédactrices: B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz
Ont participé à ce numéro:
Textes: J. M. Kahamaile, B. Faidutti Lueber, G. Zbaeren, L. Veronis
Photos: F. Geiser, B. Faidutti Lueber, A. Monard
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: A. Monard, La Chaux-de-Fonds
Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement
Comptes de chèque: GVOM, CCP Lausanne 10-20968-7, EIRENE, CCP La Chaux-de-Fonds 23-5046-2